


**LE BILAN DE RAÏSSI EST ENTACHÉ D'EXÉCUTIONS
MASSIVES ET DE MESURES DE RÉPRESSION
BRUTALES À L'ENCONTRE DES FEMMES
ET DES MANIFESTANTS**



NCRI Women's Committee
The National Council of Resistance of Iran

 women.ncr-iran.org

 @womenncri

 @womenncri



Le bilan de Raïssi est entaché d'exécutions massives et de mesures de répression brutales à l'encontre des femmes et des manifestants

En mai, le régime a exécuté au moins quatre femmes avant que le président tueur en série, Ebrahim Raïssi, ne trouve la mort dans un accident d'hélicoptère le 19 mai.

Raïssi était sinistre pour son rôle dans le massacre de 30 000 prisonniers politiques en 1988. Il a également supervisé la répression brutale des manifestations, qui a coûté la vie à 1 500 manifestants en [novembre 2019](#) et à au [moins 750 lors du soulèvement de 2022](#), ainsi qu'à des dizaines de milliers de personnes détenues et torturées.

Une autre caractéristique du mandat de Raïssi a été son application impitoyable du hijab obligatoire, ce qui a entraîné une répression sévère des femmes iraniennes.

Le rapport de la commission des femmes du CNRI de mai 2024 met en lumière ces éléments.

L'exécution de 6 femmes en moins d'un mois, dont 4 en mai

En moins d'un mois, du 20 avril au 19 mai, le pouvoir judiciaire clérical sous Raïssi a exécuté 6 femmes, dont 4 en mai.

L'une de ces femmes était Parvin Moussavi, 53 ans, mère de deux enfants, qui luttait contre le cancer. Elle a été condamnée à mort pour possession de médicaments, dont on lui avait dit qu'il s'agissait de médicaments, et n'a reçu que 9 dollars pour les avoir transportés.

Une autre victime était une femme démunie de 33 ans qui avait tué ses propres enfants 8 ans auparavant, parce qu'elle ne pouvait pas les nourrir. Elle avait tenté de mettre fin à ses jours, mais sa sœur l'avait sauvée pour qu'elle passe 8 ans en prison et soit exécutée après tant de souffrances.

Le nombre total de [femmes exécutées en Iran](#) depuis mai 2007 s'élève donc à 239.

Les femmes exécutées en Iran depuis 2007

Updated: 18 Mai 2024

No	Prénom	Nom	Age	Date d'exécution	Lieu d'exécution	Annonce officielle
236	Fariba	Mohammad Zehi	-	3 Mai 2024	Prison centrale de Kerman	-
237	Razieh	-	33	15 Mai 2024	Prison centrale de Machhad	-
238	Parvin	Moussavi	53	18 Mai 2024	Prison centrale d'Ourmia	-
239	Fateheh	Abdullahi	27	18 Mai 2024	Prison centrale de Neichapour	-

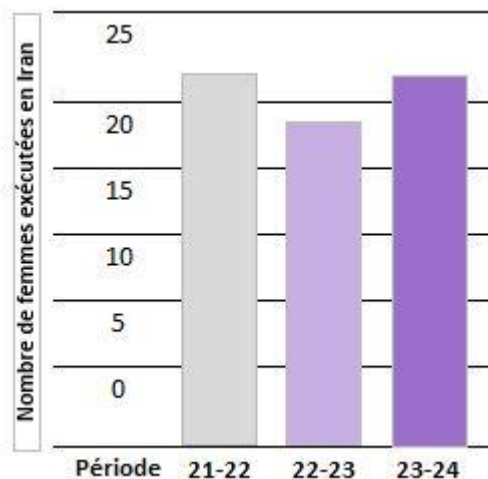
Augmentation sans précédent des exécutions de femmes en Iran

Le régime iranien détient depuis longtemps la triste distinction d'être celui qui exécute le plus de femmes au monde. Cependant, le nombre de femmes pendues dans les prisons iraniennes a considérablement augmenté sous le mandat d'Ebrahim Raïssi.

Pendant les 2 ans, 9 mois et 2 semaines où Raïssi était au pouvoir, 62 femmes ont été exécutées, soit une moyenne de près de 2 femmes (1,85) par mois, ou environ 22 (22,21) femmes par an. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport aux 15 femmes exécutées par an sous les présidents précédents.

Le bilan des exécutions de femmes par le Raïssi		
Période	Nombre de femmes exécutées	Moyenne par mois
21 août - 22 juillet	22	1.83
22 août - 23 juillet	18	1.5
23 août - 19 mai 2024	22	2.3
21 août - mai 2024	62	1.85

2



Selon les chiffres, 11 femmes ont été exécutées entre août et décembre 2021, 15 femmes en 2022, 26 femmes en 2023 et 10 femmes entre janvier et mai 2024. En particulier, en 2022, le nombre d'exécutions a été plus faible en raison des manifestations nationales qui ont suivi le meurtre de Zhina Mahsa Amini, détenue par la patrouille d'orientation (également connue sous le nom de police de la moralité).

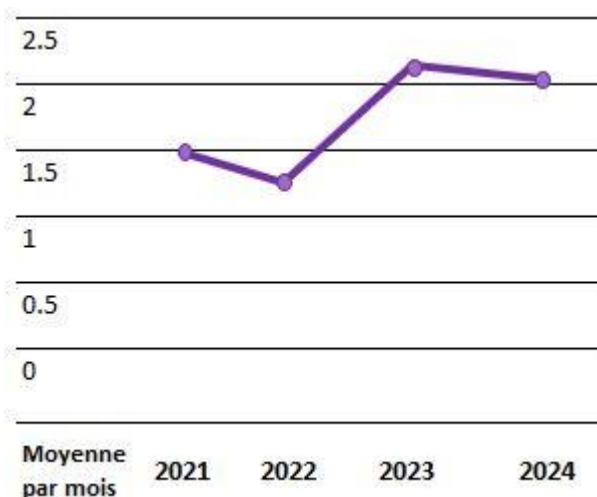
En 2023, le régime a atteint son plus haut niveau depuis 8 ans, avec plus de 860 exécutions. Cette poussée s'est poursuivie jusqu'à la mort du Raïssi, avec 126 exécutions pour le seul mois précédent.

Selon le rapport annuel d'Amnesty International publié le 29 mai, 1 153 personnes au total ont été mises à mort dans 16 pays en 2023. À lui seul, l'Iran a procédé à 74 % de ces exécutions. Le rapport indique que l'augmentation considérable du nombre d'exécutions enregistrées est principalement due à l'Iran.

Il n'est pas surprenant que le peuple iranien, en particulier les familles des victimes du Raïssi des années 1980 à 2024, ait célébré la mort de ce "meurtrier de masse", connu comme le "bourreau de 1988" et le "boucher de Téhéran."

3

Nombre de femmes exécutées chaque mois 2021-2024				
Year	2021	2022	2023	2024
Décembre	5	1	5	
Novembre	2		3	
Octobre	1	1	1	
Septembre	3	1	2	
Août	Entrée en fonction de Raïssi	1	1	
Juillet		4	4	
Juin		1		Mort du Raïssi - 19 mai
Mai	2	4	1	4
Avril			2	3
Mars	2	1	1	1
Février	2	1	4	
Janvier	1		2	2
Total	18	15	26	10
Moyenne par mois	1.5	1.25	2.16	2



Traitement sévère des femmes défiant le voile obligatoire

La répression brutale des femmes défiant le voile obligatoire est une autre caractéristique du mandat du Raïssi.

Peu après son investiture, le Raïssi a lancé une campagne visant à faire respecter le voile obligatoire. Il a créé deux grandes garnisons pour former des "patrouilles des mœurs" chargées d'avertir les femmes qui n'observent pas complètement le hijab en public.

En outre, il a créé une école pour délivrer des licences à ces patrouilles, augmentant ainsi le nombre de forces qui harcèlent les femmes dans les rues et sur les lieux de travail.

Le Raïssi a également émis des directives à l'intention des administrations, des services publics et des entreprises, menaçant de les fermer si leurs employées ou leurs clientes ne respectaient pas le hijab obligatoire.

Dans certaines villes, les femmes qui ne respectent pas le hijab obligatoire se voient interdire l'accès aux stations de métro, aux banques, aux musées et aux aéroports.

Pendant ce temps, les forces de sécurité de l'État et des agents en civil ont procédé à des arrestations violentes, les femmes et les jeunes filles iraniennes ayant

fermement résisté à ces avertissements. Les politiques

du Raïssi se sont retournées contre lui, rencontrant une forte résistance de la part des jeunes femmes et des filles.

Au cours de cette campagne, une étudiante militante opposée au hijab obligatoire a été torturée et forcée de faire de faux aveux à la télévision après avoir enlevé son voile dans un bus.

Peu après, les patrouilles d'orientation du Raïssi ont violemment attaqué Zhina Mahsa Amini à l'extérieur d'une station de métro à Téhéran. Malgré ses objections et sa résistance, les patrouilles l'ont jetée de force dans leur camionnette. D'autres femmes présentes dans la camionnette ont témoigné plus tard que les agents l'avaient frappée à la tête parce qu'elle n'avait pas cessé de crier et de s'opposer. Cela explique pourquoi elle s'est effondrée à son arrivée au centre de détention, tombant dans le coma et mourant trois jours plus tard d'une hémorragie cérébrale.

La mort d'Amini, la première causée par la brutalité des patrouilles des mœurs, a mis le public en colère et déclenché un [soulèvement national](#) le 16 septembre 2022.

Répression brutale des manifestations, faisant de nombreuses victimes parmi les jeunes femmes et les jeunes filles

La répression des manifestations [déclenchées par la mort de Zhina Mahsa Amini](#) a été beaucoup plus brutale que les précédentes.

Sous la supervision du Raïssi, les forces de répression du régime et les agents infiltrés ont employé des tactiques différentes de celles utilisées en novembre 2019. Au lieu d'ouvrir le



feu sur les manifestants dans les rues, ils ont identifié des individus et les ont encerclés en grand nombre lorsqu'ils étaient seuls.

Dans de nombreux cas, des manifestants ont été [frappés à la tête](#) avec des matraques et des bâtons, causant des blessures mortelles. D'autres ont [été enlevés, torturés](#) et soumis à des agressions sexuelles pour les forcer à se repentir, à faire de faux aveux télévisés ou à s'engager à ne pas participer à de futures manifestations.

Des dizaines de détenus se sont suicidés après avoir été libérés de prison, et l'on suppose qu'ils ont reçu des injections pendant leur incarcération qui ont imité les symptômes d'une surdose de drogue au fil du temps.

Les forces de sécurité ont également utilisé des fusils à plomb à bout portant, criblant le corps des manifestants de centaines de balles, entraînant souvent la mort.

En outre, les tirs au visage étaient une méthode utilisée pour rendre les manifestants aveugles d'un œil ou des deux yeux.

La mission internationale d'établissement des faits des Nations unies a conclu que de nombreuses actions du régime lors de la répression des manifestations et du soulèvement de 2022 constituaient des crimes contre l'humanité.

Empoisonnement d'écolières

5

Le mandat du Raïssi a également été marqué par une campagne de 5 mois d'empoisonnement d'écolières qui avaient participé activement à des manifestations contre le régime.

La nouvelle de ces [attaques chimiques](#) contre des jeunes filles est d'abord passée inaperçue pendant près d'un mois en raison du silence des médias. Pendant cette période, les autorités compétentes n'ont pris aucune mesure pour retrouver les auteurs de ces actes. Au contraire, ils ont nié l'existence d'assaillants et minimisé la gravité des incidents.

En 5 mois, plus de 700 écoles de filles dans plus de 160 villes du pays ont été la cible d'attaques chimiques, entraînant la mort d'au moins 5 élèves. Le gouvernement du Raïssi n'a toutefois pas réussi à rendre compte de ces incidents.

De manière surprenante, le ministère des renseignements - et non les ministères de l'éducation ou de la santé - a publié une déclaration attribuant les empoisonnements à la malice des élèves. Ce communiqué affirmait également que toute personne diffusant des informations sur ces empoisonnements était un agent de l'ennemi et des services étrangers tentant de déstabiliser le pays.



Une vie transformée en cauchemar pour les femmes qui ont refusé de céder aux pressions

Sous le régime du Raïssi, le régime iranien a imposé sans relâche des restrictions aux libertés de la population. Plus d'un an après la résurgence de sa campagne visant à imposer le voile obligatoire aux femmes iraniennes à la suite du soulèvement, il n'a épargné aucun effort pour atteindre son objectif.

Dans un pays où environ 90 % de la population peine à joindre les deux bouts, le gouvernement a alloué des millions de dollars à l'achat de [technologies de reconnaissance faciale](#) et à l'installation de caméras en circuit fermé dans les rues, les centres commerciaux, les écoles, les universités et ailleurs, afin d'identifier les femmes qui n'adhèrent pas au hijab obligatoire.

En avril 2023, les trois branches du gouvernement de Raïssi ont présenté un [nouveau projet de loi sur le "Hijab et la chasteté"](#), adopté à la hâte par le parlement des mollahs en septembre 2023, comprenant 70 articles pour une période d'essai de 3 ans. Bien que le projet de loi n'ait pas encore été approuvé par le Conseil des gardiens et le Conseil d'urgence de l'État des mollahs, le ministère de l'Intérieur et les forces de sécurité de l'État du Raïssi l'ont illégalement appliqué dès le stade de la proposition.

En octobre 2023, [Armita Geravand](#), 17 ans, a été tuée par des patrouilles de hijab dans une station de métro de Téhéran. Les services des renseignements du régime ont étroitement contrôlé la situation, refusant l'accès aux parents d'Armita afin d'éviter un nouveau soulèvement national.



Le 6 mars 2024, [Amnesty International](#) a publié un rapport documenté basé sur des témoignages, offrant "un aperçu effrayant de la réalité quotidienne des femmes et des filles" en Iran. Le rapport met en évidence les femmes iraniennes qui sont arrêtées par la police, poursuivies au pénal et victimes d'autres abus pour avoir exercé leurs droits à l'autonomie corporelle, à la liberté d'expression, de religion et de croyance en défiant les lois sur le port obligatoire du voile.

Malgré le défi, la résilience et la résistance des femmes iraniennes, la "campagne draconienne" persiste, la campagne "Lumière" produisant des [scènes horribles](#) de traitement brutal des femmes dans les rues.

La mort d'Ebrahim Raïssi ne doit pas éclipser la quête de poursuites contre d'autres dirigeants du régime qui ont commis des crimes contre l'humanité en Iran

Ebrahim Raïssi, en raison de ses nombreux antécédents en matière d'exécution, de répression et de crimes, ainsi que de son obéissance absolue au guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, occupait une place et un rôle particuliers dans la stratégie de répression maximale de ce dernier.

Si sa mort porte un coup dur et écrasant au régime iranien dans les conditions politiques et sociales les plus sensibles, elle ne doit pas détourner l'attention de la quête de justice en cours contre d'autres dirigeants du régime responsables de crimes contre l'humanité.

Sa disparition ne met pas fin à la tendance du régime à la persécution et aux violations des droits de l'homme.

La communauté internationale doit s'attaquer d'urgence à ces violations, demander des comptes au régime et veiller à ce que des personnalités comme Khamenei soient poursuivies.

Le dossier des violations des droits de l'homme en Iran devrait être porté devant le Conseil de sécurité des Nations unies afin de catalyser une action décisive contre le régime clérical.

6